

Ce qui est le plus alarmant dans le discours qu'il a fait aujourd'hui, c'est qu'il a eu soin de choisir des dates qui l'arrangeaient bien pour ses comparaisons. Il ne nous a pas parlé de la valeur qu'avait le dollar lorsqu'il est devenu ministre des Finances. A ce moment là, le dollar valait 93.17 cents. Voilà la valeur que le dollar avait lorsqu'il a pris le ministère des Finances en charge. Sa performance entre le mois de septembre et la mi-octobre a provoqué de tels remous dans les milieux internationaux qu'on lit ceci dans une publication parue le 13 octobre: «Le dollar atteint son niveau le plus bas depuis 27 ans sur un marché de plus en plus agité.»

Un mois tout au plus après son entrée en fonctions, notre monnaie avait atteint son niveau le plus bas depuis 27 ans, en partie à cause de son incompétence dans le domaine économique. Afin de gagner du temps, le ministre a alors annoncé qu'il disposait d'une facilité de crédit de 1.5 milliard de dollars. Maintenant il choisit ce niveau catastrophique dont il était en partie responsable comme point de comparaison. C'est une véritable honte. Je suis certain que le ministre désire s'en aller.

Le ministre a essayé de nous dire ce soir que vue d'un certain angle, notre économie est relativement dans une assez bonne posture. Il se demande pourquoi tout le monde est en émoi au sujet du dollar. Le ministre n'a pas été franc avec les Canadiens. J'estime que c'est l'une des causes les plus importantes des difficultés que nous connaissons actuellement et cela pourrait même aggraver encore davantage la baisse du dollar. Laissez-moi vous donner des précisions.

J'ai fait allusion à un article publié le 13 octobre dernier. Il a été écrit par Hugh Anderson et je vous en cite un extrait:

Les marchés des monnaies étrangères éprouvent certaines difficultés à interpréter la récente déclaration de la Banque du Canada où elle annonce qu'elle a abaissé l'amplitude de variation—cible qu'elle s'est fixée pour la croissance de sa masse monétaire dont l'étroite définition (M-1) se situera désormais entre 7 et 11 p. 100 par rapport à un taux compris entre 8 et 12 p. 100.

La confusion qui a surgi au sujet de cette politique officielle a été aggravée par les déclarations répétées du ministre des Finances Jean Chrétien, qui soutient que le gouvernement n'a pas l'intention de défendre un taux de change particulier pour la monnaie canadienne. «Lorsque vous avez une monnaie flottante, vous devez la laisser flotter», a-t-il dit.

Le ministre vient encore une fois ce soir d'exprimer cette opinion. Il a encore déclaré au marché international que le gouvernement fédéral est indifférent devant les fluctuations de notre dollar et devant le taux auquel il va se stabiliser. C'est cette attitude qui l'emporte parmi les fonctionnaires du ministre qui ont assisté à des réunions avec des cambistes. Ils ont déclaré aux cambistes qu'ils sont indifférents au taux d'échange auquel le dollar finira par se stabiliser. En réponse à la question «Êtes-vous prêts à le laisser se stabiliser à 80 cents,» ils ont répondu que si les cours du marché font qu'il se retrouve à 80 cents, c'est ainsi qu'il en sera. Les fonctionnaires du ministre ne peuvent se permettre de miner la confiance du public et des milieux internationaux dans une affaire aussi délicate que le taux de change de notre dollar sans en saisir les conséquences. Nous en débattons d'ailleurs ce soir dans cette enceinte.

J'ai fait allusion à nos pertes de réserves depuis l'entrée en fonction de ce ministre. Cela s'est malheureusement également produit avant son entrée en fonctions durant les derniers jours de son prédécesseur. Le 31 décembre 1976, par exemple, nos réserves en dollars américains s'établissaient à presque 3.5 milliards de dollars. A la suite de l'effritement de nos réserves, nous nous rendons compte maintenant que nous disposons

### Finances

aujourd'hui de moins de la moitié de cette somme pour essayer de défendre notre dollar ou du moins d'essayer d'enrayer sa chute rapide.

Bref, je crois qu'on peut dire avec juste raison qu'à partir du moment où le ministre est devenu ministre des Finances, il a peut-être déclenché les premières pressions exercées sur le dollar, avec son discours malheureux au Fonds monétaire international. D'après les négociants en titres, ce discours seul aurait fait baisser le dollar canadien d'un demi-point. Ensuite le ministre a continué en parlant de laisser flotter le dollar, ce qui nous a coûté également très cher.

**M. Chrétien:** Voulez-vous que l'on fixe la valeur du dollar? Dites-le c'est ce que vous voulez?

**M. Stevens:** Je citerai un autre propos qui a également contribué à saper la valeur de notre dollar. Le 10 septembre 1977, voilà ce que le premier ministre (M. Trudeau) déclarait: «Tant mieux si les marchés financiers internationaux ont forcé le dollar canadien à baisser». Ces mots sont tombés de la bouche même de notre illustre empereur, le premier ministre. Je pourrais reprendre diverses citations pour montrer les réactions du marché international à certaines des remarques malheureuses qu'ont prononcées non seulement le premier ministre et le ministre des Finances mais également le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Horner). Comme il est inscrit au compte rendu du hansard, ce dernier a déclaré que le dollar à 90c. était avantageux pour les Canadiens.

A dire vrai, je suis bien déçu que, ce soir, le ministre ne s'attaque pas pour de bon aux graves problèmes qui se posent à notre pays. Hier soir, il nous a déclaré dans son communiqué qu'il avait l'intention d'emprunter de l'argent à l'étranger, pour combler le déficit commercial de notre compte courant mais, jusqu'ici, pas un seul ministériel, du moins pas ce soir—ne nous a dit comment le gouvernement entendait réduire ce déficit.

C'est une question grave. Parfois, je crois que nous l'avons trop négligée. Dans un bulletin de Wood Gundy, en date de janvier 1978, se rapportant à la période allant de 1975 à 1980, on indiquait qu'alors que le déficit du compte courant pour 1975 était déjà de 4.7 milliards de dollars, il ne cesserait de grimper constamment, jusqu'en 1980. Voilà les faits, et quand le ministre nous disait hier soir et nous répétera probablement ce soir que le gouvernement a l'intention d'avoir recours au pacte fédéral pour emprunter des devises étrangères afin de combler le déficit actuel du compte commercial. Ce qu'il nous dit en réalité, c'est qu'aussi loin que nous pouvons prévoir, certainement jusqu'en 1980, cet emprunt va accabler les futures générations de Canadiens qui devront rembourser cette dette que le gouvernement a contractée pour pallier à son incurie.

● (2122)

J'ai parlé du fardeau de cette dette. Jetez un coup d'œil à l'augmentation du coût que prévoit Wood Gundy. Cette maison de courtage estimait en 1975, que les intérêts et dividendes s'enfuyant du pays s'élevaient à 1.9 milliard de dollars. Ce chiffre d'après elle atteindra 4 milliards en 1978 et 4.9 milliards en 1980. Toujours selon Wood Gundy, le déficit total du compte des services en 1980 atteindra 9.1 milliards de dollars.